Document generated on 08/06/2025 11:25 p.m.

L'Inconvénient

L'INCONVÉNIENT
littérature, arts et société

Le délire collectif des déclinistes français : Finkielkraut, Zemmour, Houellebecq et Onfray

Alain Roy

Number 69, Summer 2017

Le fantasme de la survie

URI: https://id.erudit.org/iderudit/85852ac

See table of contents

Publisher(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (print)
2369-2359 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Roy, A. (2017). Le délire collectif des déclinistes français : Finkielkraut, Zemmour, Houellebecq et Onfray. *L'Inconvénient*, (69), 31–38.

Tous droits réservés © L'inconvénient, 2017

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

LE DÉLIRE COLLECTIF DES DÉCLINISTES FRANÇAIS

FINKIELKRAUT, ZEMMOUR, HOUELLEBECQ ET ONFRAY

(première partie)

Alain Roy

> L'intellectuel en France n'avait pas à être responsable, ce n'était pas dans sa nature.
> Houellebecq, *Soumission*

Les obsessions survivalistes épousent généralement les codes culturels de chaque nation. Le survivalisme à l'américaine est pragmatique et individualiste : il vise la survie personnelle des individus face à des événements susceptibles de menacer leur intégrité physique (attaques nucléaires, pandémies, désordres sociaux, tremblements de terre, ouragans), qu'il s'agira donc de prévenir au moyen de préparatifs concrets (construction d'abris souterrains, constitution de réserves de nourriture, entraînement au maniement des armes). En prêtant foi à des scénarios d'apocalypse aux accents évangéliques, les survivalistes américains renouent avec le mythe de la frontière et la culture de résilience de leurs ancêtres pionniers et puritains qui ont appris à survivre sur un continent sauvage et hostile ; ils perpétuent aussi la culture militaire d'une nation impériale habituée à se battre aux quatre coins du globe face à des ennemis de toute nature.

Le survivalisme à la française est tout autre. La France étant la patrie de la sophistication intellectuelle, le survivalisme n'y a que faire de la survie de tel ou tel quidam ; il se tourne donc vers des objets de plus grande envergure, des configurations symboliques susceptibles de s'inscrire dans la durée, telles que la culture et l'identité nationales, voire la civilisation occidentale au grand complet. L'intellectuel joue de ce fait un rôle central dans le survivalisme français, qui s'exprime sous la forme de *discours* plutôt que de préparatifs. Dans cette ancienne société de cour qu'est la France, le survivalisme relève ainsi du champ de la rhétorique et de l'art oratoire, plutôt que du sens pratique ou de l'ingéniosité matérielle ; et il trouve son aboutissement le plus achevé dans la publication de livres qui feront ensuite l'objet de débats, de comptes rendus critiques et de polémiques, où les rituels élitaires de la performance verbale seront rejoués et réinvestis.

Mais au-delà de ces particularités nationales, le survivalisme se caractérise par certains éléments constitutifs : quelles qu'en soient les formes, les pratiques survivalistes découlent d'une même façon d'appréhender l'avenir, d'une même émotion fondamentale ou première, qui est celle de la *peur*. Le survivalisme se définit ainsi comme un besoin exacerbé de se prémunir contre une menace inéluctable ou imminente. Le mode d'être du survivaliste est analogue à celui de l'individu phobique, mais il pourra ressembler à celui du paranoïaque lorsque la phobie amplifie un objet d'inquiétude au-delà de toute mesure et bascule dans des scénarios déconnectés du réel.

C'est à un phénomène de cette nature que nous avons assisté ces dernières années, en France, avec la publication de quatre ouvrages – *L'identité malheureuse* d'Alain Finkielkraut ; *Le suicide français* d'Éric Zemmour ; *Soumission* de Michel Houellebecq ; et *Décadence* de Michel Onfray – qui ont connu une large audience en diffusant un message commun où le thème du déclin de la nation se trouve mêlé à la peur de l'islam ou, plus exactement, à la peur d'une islamisation de la France. Ce discours d'une France menacée par

l'islam s'abreuve à plusieurs sources : les récents attentats terroristes, la question de l'immigration et de l'intégration, la crise économique, la mondialisation, le projet européen qui diluerait la souveraineté nationale, le recul du rayonnement de la France dans le monde. On comprend que l'addition de ces éléments puisse créer un climat d'inquiétude et faire naître des tensions propices à l'essor de discours extrémistes ou simplement inquiets. Dans ces circonstances, la tâche première des intellectuels devrait être de garder la tête froide, de résister aux affects exacerbés par les médias et d'analyser les faits avec un minimum d'objectivité et de sang-froid. Comme le dit le dicton, la peur est mauvaise conseillère. Or tel est justement la faille du discours décliniste : en se nourrissant de ce sentiment, qui est tout à la fois son moteur, son objet et sa fin, il se prive des conditions nécessaires à l'exercice de la pensée ; et c'est pourquoi il ne pouvait que sombrer dans le délire.

I. Alain Finkielkraut, *L'identité malheureuse* (Stock, 2013)

On connaissait Alain Finkielkraut pour ses essais subtils, où l'intelligence se vouait à la défense des grandes œuvres du passé et du riche héritage qu'elles nous ont laissé. En nouant un dialogue avec ces œuvres, ses essais nourris de littérature et de philosophie illustraient en eux-mêmes, par l'élégance de la forme et la hauteur des réflexions, toute la valeur de ce legs injustement négligé par une modernité pressée et distraite. Tel était l'auteur qu'on connaissait et dont on admirait les qualités, mais qui a peu à voir avec celui de *L'identité malheureuse*, ouvrage qui s'aventure sur le terrain plus que glissant de la politique identitaire. Si la manière peut sembler la même (l'écriture est élégante, émaillée de références, et adopte un ton philosophique), le propos recèle une charge polémique dont la violence est sans commune mesure avec la vigueur des essais précédents : en débordant le champ de la culture pour englober des enjeux sociaux immédiats et concrets, la polémique ne concerne plus des objets abstraits et généraux, telle la « défaite de la pensée » ; elle vise des situations réelles impliquant des êtres tout aussi réels, et pas n'importe lesquels, comme nous le verrons, des êtres liés à un groupe précis qui se voit directement interpellé par l'auteur.

Quel est le propos de *L'identité malheureuse* ? Eh bien, pour exposer les choses franchement et sans détour, Finkielkraut y développe la thèse voulant que l'identité de la France serait compromise à cause de la présence de personnes musulmanes sur son territoire. L'Europe n'ayant « plus les moyens de maîtriser les flux migratoires », explique-t-il dans son avant-propos, « la France a changé » (22), et ce changement a été « subi » plutôt que « désiré » : « le changement n'est plus ce que nous faisons ou ce à quoi nous aspirons, le changement est ce qui nous arrive. Et ce qui nous arrive, ce que nous prenons de plein fouet, avec ce mouvement irrésistible de recomposition et de repeuplement du monde, c'est la crise de l'intégration » (22-23). Pour l'auteur, les immigrants musulmans, à la différence des autres, ne peuvent pas s'intégrer à la société française, car « ils ne sont pas coulés dans le même moule, ils n'ont pas la même manière d'habiter ni de comprendre le monde » (23). Les Français « qu'on n'ose plus dire de souche » (118) assistent impuissants à la transformation des quartiers populaires, où ils ne se sentent plus chez eux : « Quand le cybercafé s'appelle Bled.com et que la boucherie ou le fast-food ou les deux sont halal, ces sédentaires font l'expérience déroutante de l'exil. Quand ils voient se multiplier les conversions à l'islam, ils se demandent où ils habitent. Ils n'ont pas bougé, mais tout a changé autour d'eux. […] Ils incarnaient la norme, ils se retrouvent à la marge » (118-119). À cause d'un afflux migratoire massif et récalcitrant, les Français seraient ainsi dépossédés de leur pays. La France, précise Finkielkraut dans un autre passage, est « une chose qui, étant terrestre, peut être détruite » (160). Et c'est à la description de cette destruction identitaire qu'il s'attelle dans une série de chapitres qui s'attardent à l'affaire du voile, aux épisodes de violence urbaine et à l'enseignement difficile dans les « quartiers sensibles », à des sujets qui ont pour point commun de présenter les musulmans comme des immigrants inassimilables, un corps étranger au sein de la République dont ils menacent la survie. En conclusion de l'ouvrage, l'auteur évoque le spectre d'une « désintégration nationale » liée aux « conséquences d'une transformation démographique » (204).

La thèse centrale du livre n'est pas seulement catastrophiste en ce qu'elle brosse le tableau d'une France sur le bord de la désintégration, elle est incendiaire par l'image qu'elle promeut d'une altérité musulmane irréductible, avec laquelle il serait impossible de transiger et avec laquelle toute forme de cohabitation ne peut être que malheureuse. Face aux problèmes sociaux qui l'intéressent, Finkielkraut n'envisage aucune solution possible. Dans quelques passages, il ne cache d'ailleurs pas le peu d'estime qu'il accorde aux explications sociologiques qui auraient comme effet, à ses yeux, de cautionner les problèmes observés dans les « *territoires perdus de la République* » (177) : « À vouloir expliquer ce genre d'événements par le chômage, l'exclusion ou les brutalités policières, on ne se donne pas les moyens de les prévenir, on leur fournit gracieusement un alibi » (170) ; « Avec une expertise de chercheurs du CNRS, ils diluent le concept de faute dans celui de *difficulté* et transfèrent à la société, c'est-à-dire, en l'occurrence, au racisme, à l'inégalité des chances, aux promesses non tenues de l'État-providence ou aux bavures de l'État policier, la responsabilité des méfaits qu'ils commettent » (188).

Cette argumentation est déficiente d'abord pour cette raison : identifier des causes sociales ou politiques à des phénomènes de violence urbaine ne constitue en rien un cautionnement de ces violences, puisque l'on peut *tout à la fois* identifier de telles causes *et* considérer que de telles violences sont inacceptables et justiciables. Présenter ceci et cela comme deux choses mutuellement exclusives n'est rien d'autre qu'un sophisme (le sophisme du faux dilemme ou de la fausse alternative). Le second problème que pose le raisonnement de Finkielkraut est le suivant : ayant évacué les explications fondées sur des causes sociales ou politiques pour la raison qu'elles seraient des « alibis » à la violence, l'auteur se

trouve face à la nécessité de postuler l'existence d'une violence sans cause extérieure, d'une violence qui ne trouverait sa source qu'à l'intérieur des individus qui la commettent, d'une sorte de haine inexpliquée qu'ils porteraient dans leur être même ; et c'est ainsi que Finkielkraut, dans le passage probablement le plus inacceptable de son livre, en vient à parler du musulman comme de l'« *Autre haineux* » (181), de celui chez qui se conjugue « la haine de la France […] avec la haine des Juifs » (178). Si, donc, il y a « crise actuelle du vivre-ensemble » (161), laisse entendre l'auteur, c'est parce que le musulman serait un être de haine, parce qu'il porte en lui une haine sans cause ni raison, contre laquelle la société ne peut donc rien et sur laquelle elle ne peut agir. D'où cette argumentation bizarre voulant que le « désir d'être respecté » des musulmans ne découle pas d'une « révolte contre les inégalités » (162), mais d'une sorte de narcissisme ombrageux et sans fondement. D'où aussi la conclusion que Finkielkraut formule en termes à peine voilés à la fin de son ouvrage (la France devrait bloquer toute immigration musulmane), mais sans que celle-ci soit pleinement satisfaisante à la lumière de ce qui a été dit. Car que faire alors des musulmans déjà présents en France ? Que faire de ce corps étranger qui condamne la France à une identité malheureuse ? Finkielkraut ne va pas jusqu'à dire que les musulmans de France devraient être mis sur des bateaux et déportés vers le Maghreb – cette limite de la décence ne sera pas franchie – mais il n'éprouve apparemment aucune gêne à citer par deux fois (aux pages 151 et 165) le sulfureux Renaud Camus, frontiste avoué et concepteur de la théorie du « grand remplacement » (titre d'un ouvrage publié en 2011[1]) selon laquelle la population française sera prochainement remplacée par une population africaine à cause de la démission des élites.

Finkielkraut s'est publiquement défendu d'adhérer à cette théorie complotiste et délirante, mais le fait est que la conclusion de son livre associe bel et bien, dans la même phrase, une prétendue « désintégration nationale » à une « transformation démographique ». Face à un constat aussi alarmiste, le lecteur s'attendrait à trouver quelques données démographiques capables de soutenir ce propos, mais l'ouvrage n'en contient aucune et se contente, dans la plupart des chapitres, de formuler des conclusions générales en s'appuyant sur des anecdotes ou faits divers glanés ici et là (tel élève aurait intimidé un professeur de lycée, telles jeunes filles auraient porté le voile à l'école, etc.). Mais qu'en est-il, *dans les faits*, de cette « transformation démographique » présentée comme dangereuse, massive, inarrêtable ? Combien de personnes d'origine musulmane vivent en France ? Selon les estimations les plus récentes, celles-ci formeraient environ 8,0 % de la population totale[2], alors que, selon les données d'un sondage publié par la firme Ipsos Mori en 2016[3], les Français interrogés à ce sujet croient qu'elles représentent plus de 30 % de la population, et qu'elles pourraient même atteindre une proportion de 40 % en 2020 – estimations qui, comme on le voit, sont complètement déconnectées de la réalité et dénotent une incompréhension spectaculaire des dynamiques démographiques (comment les musulmans pourraient-ils passer de 30 % à 40 % de la population en l'espace de quatre ans ?). D'autant plus que ce pourcentage de 8,0 % comprend les personnes qui s'identifient comme étant de *culture* et non de *confession* musulmane, ce qui n'est pas la même chose. Selon les résultats d'autres enquêtes, 25 % des musulmans français se décrivent en effet comme « sans religion ou seulement d'origine musulmane » et 34 % comme « croyants mais non pratiquants » [4]. Autrement dit, près de 60 % de la population d'origine musulmane en France ne manifeste aucune appartenance religieuse ou aucune appartenance religieuse visible. Seuls 25 % affirment aller « généralement à la mosquée le vendredi », ce qui équivaut donc à 2 % de la population française. Et parmi ce groupe, il faudrait encore distinguer les croyants « modérés » des croyants plus « rigoristes », tels que les salafistes, qui représenteraient 15 000 personnes sur une population totale de plus de 65 millions d'habitants. À la lumière de ces données, une seule conclusion s'impose : les scénarios de désintégration de la France à cause de l'islamisation ou d'un remplacement de la population française par des musulmans relèvent du fantasme.

Mais l'auteur, comme nous l'avons vu, ne porte pas les sciences sociales en haute estime, peut-être parce qu'elles auraient comme effet de dégonfler ses appréhensions imaginaires. Il n'aime pas davantage les « cosmopolites » qui adhéreraient à une Europe dont « le propre […] est de ne pas avoir de propre » (93) et qui prôneraient l'entrée « dans un âge postidentitaire » (95). Engagés dans un combat contre une « identité close repliée sur son héritage », les cosmopolites seraient les partisans d'une « ouverture radicale » (98). Voulant lutter contre la xénophobie, l'historien Alain Badiou et le philosophe Gianni Vattimo céderaient en fait à l'*oikophobie*, « la haine de la maison natale, et [à] la volonté de se défaire de tout le mobilier » (101). L'auteur recourt de nouveau ici à

L'identité malheureuse attise les tensions qu'il fait mine de déplorer et démontre, si besoin était, tout le risque qu'il y a à glisser du pessimisme culturel au pessimisme social.

cette logique binaire qui sous-tend le sophisme de la fausse alternative : à l'en croire, le cosmopolitisme et l'ouverture à l'autre supposent le reniement de soi, comme si toute identité n'était pas le fruit de stratifications complexes et mouvantes, où s'additionnent en parallèle des appartenances diverses (continentales, nationales, régionales, professionnelles, générationnelles, culturelles, religieuses, sexuelles, familiales, etc.) et diversement accentuées chez les individus tout au long de leur vie. Finkielkraut ne se prive pas d'ironiser en citant les propos de l'historien Jean-Paul Demoule, lorsque celui-ci affirme qu'« il faut arrêter de penser qu'il y aurait une "France éternelle", à l'identité immobile, que l'arrivée récente de populations extérieures viendrait bousculer. Sur le temps long, on voit les choses autrement, l'histoire est un lent continuum de brassages, elle est une recomposition permanente » (107). Bien que ce constat aille de soi, Finkielkraut commente en ces termes la vision de longue durée exposée par l'historien : « Conclusion : le changement démographique n'affecte pas l'identité de la nation, car celle-ci n'a d'autre identité que ce changement perpétuel » (107). Comme on peut le constater, cette conclusion est abusive et détourne le sens du propos de Demoule : dire que des identités nationales ne doivent pas être *essentialisées*, c'est-à-dire conçues comme des entités éternellement figées, cela ne veut pas dire que des « cristallisations momentanées » ne pourront prendre forme tout au long de la vie des peuples et des nations. Finkielkraut s'exprime comme s'il croyait que les identités étaient coulées tout d'un bloc, alors qu'elles sont le produit instable et temporaire d'influences multiples, qu'elles sont jour après jour réinvesties, dans une sorte de reprogrammation perpétuelle où l'ancien et le nouveau se refaçonnent mutuellement. Pour l'auteur, la possibilité même d'un *mouvement* au sein de l'identité semble quelque chose d'inadmissible, car le mouvement, en portant atteinte à la permanence, ferait voler en éclats une identité dont nous perdrions alors la maîtrise : « Oublier ou excommunier notre passé, ce n'est pas nous ouvrir à la dimension de l'avenir : c'est nous soumettre, sans résistance, à la force des choses. Si rien ne se perpétue, aucun commencement n'est possible. Et si tout se mélange, non plus. L'ancien et le moderne risquent de sombrer ensemble dans l'océan de l'indifférenciation » (128).

En s'appuyant toujours sur cette logique binaire, Finkielkraut associe la reconnaissance de groupes minoritaires au sein de la société française à un reniement de l'identité nationale : « La nouvelle norme sociale de la diversité dessine une France où l'origine n'a droit de cité qu'à la condition d'être exotique et où une seule identité est frappée d'irréalité : l'identité nationale » (110). Selon cette conception exclusiviste, la reconnaissance d'une certaine diversité revient à saborder une identité nationale conçue comme homogène, suivant les prémisses de l'universalisme républicain : « La France tend ainsi à se transformer en auberge espagnole et les mots d'assimilation ou même d'intégration perdent toute pertinence » (111). La rhétorique pamphlétaire de l'auteur bloque de nouveau la voie à toute solution : parler de diversité interdirait toute intégration, mais que faire alors d'une diversité de fait sinon lui demander de disparaître ?

Il y aurait bien des choses à dire sur la façon qu'a Finkielkraut d'envisager que les mœurs françaises pourraient devenir « facultatives » parce que quelques femmes portent le voile intégral, que la loi interdit pourtant : « On ne se sent plus chez soi et la même sagesse se refuse à voir le port du niqab ou de la burqa, qu'ils soient portés par contrainte ou par conviction, transformer nos mœurs en option facultative » (80-81) ; sur sa conception d'une culture musulmane où le féminin n'a pas droit de cité et où le manque de galanterie transformerait les communautés en déserts affectifs : « La violence ne serait-elle pas liée aussi à l'exclusion de la féminité et au désert affectif qui en découle ? N'est-elle pas une conséquence du déni de sensibilité et de l'interdiction d'être galant que les quartiers imposent ? » (74) ; sur les théories qu'il colporte au sujet de la lubricité des hommes musulmans : « "En matière de sexe, les hommes sont perçus dans la culture musulmane comme des animaux irresponsables qui perdent tout contrôle lorsqu'ils voient une femme." Faute de pouvoir les adoucir, il faut donc les refroidir et couvrir le corps féminin des pieds à la tête pour le mettre à l'abri de leur lubricité » (77) ; sur le reproche qu'il adresse aux organismes antiracistes de parler de réalités raciales, alors qu'ils n'ont pas le choix de le faire pour lutter contre des discriminations : « L'antiracisme contemporain, en revanche, s'aveugle à tout ce qui n'est pas la couleur de peau » (157).

Au-delà de ces propos désolants qui associent l'ensemble des musulmans aux manifestations les plus rigoristes de l'islam et escamotent ainsi le fait que la majorité des musulmans de France s'intègrent sans problème à la République, *L'identité malheureuse* suscite aussi un malaise de nature plus littéraire. Ce n'est pas sans une certaine gêne, en effet, que l'on voit l'auteur convoquer, page après page, des grands noms de la culture occidentale – Pascal, Péguy, Soljénitsyne, Diderot, Proust, Kant, Benjamin Constant, Hume, Montesquieu, Molière, Georges Sand, Tocqueville, Jankélévitch, Hobbes, Bellow, etc. – comme si les écrits de ces derniers cautionnaient ses propos largement discutables. La citation littéraire ou philosophique n'invite plus alors à nous tourner vers un puits de sagesse ; elle fonctionne à la manière d'un argument d'autorité afin de justifier des positions fortement idéologiques. On en ressort avec le triste sentiment que l'auteur souille ainsi ce précieux héritage dont il s'était fait le porte-étendard.

À la fin du livre, Finkielkraut cite favorablement Charles Taylor en écrivant : « Le politiquement correct a raison : il faut faire une place au multiculturalisme » (200). Quoi qu'on puisse penser de ce modèle de gestion de la diversité, l'ensemble du livre y est en fait profondément hostile ; chaque page s'y oppose au nom d'un républicanisme intransigeant. L'auteur voulait-il se donner quelques lignes à citer pour neutraliser d'éventuels contradicteurs ? Je l'ignore, mais le fait est que celles-ci sont incompatibles avec l'esprit général de l'ouvrage, qui se contente de regretter l'état des choses en désavouant toutes les tentatives d'y remédier. Ce faisant, *L'identité malheureuse* attise les tensions qu'il fait mine de déplorer et démontre, si besoin était, tout le risque qu'il y a à glisser du pessimisme culturel au pessimisme social.

II. Éric Zemmour, *Le suicide français* (Albin Michel, 2014)

Avec *Le suicide français*, ouvrage apparemment écoulé à plus de cinq cent mille exemplaires – succès d'édition aussi étrange qu'improbable pour un pavé de plus de cinq cents pages au contenu que l'on verra –, le polémiste Éric Zemmour marche dans les pas de Finkielkraut, dont il épouse la thèse centrale (l'immigration musulmane a détruit la France) en y ajoutant une double dose de délire et de frénésie. Car Zemmour, chroniqueur au *Figaro*, vient du journalisme, ou, devrais-je dire, du journalisme dans ce qu'il peut avoir de plus vain, de plus frivole, de plus hystérique. Plutôt que de chercher à convaincre au moyen d'une argumentation raisonnée, l'auteur se contente d'effets de rhétorique en accumulant les outrances, les coq-à-l'âne, les caricatures, les jugements ex cathedra, les insinuations, les parallèles biscornus. Constamment à la recherche du bon mot, de la saillie, de la formule choc, Zemmour ne se soucie pas tant de la vérité (ou de sa recherche) que de briller. Nous avons ici affaire, en un mot, à un sophiste sous sa forme contemporaine et médiatique : Éric Zemmour (comme Finkielkraut) aime à se multiplier sur les plateaux de télévision, qui l'accueillent d'ailleurs à bras ouverts, pour y jouer le rôle du réactionnaire de service. S'il se flatte d'être un *outsider* téméraire osant affronter la doxa bien-pensante, dans les faits il est le rouage prévisible d'une machine à fabriquer des pseudo-controverses pour augmenter les cotes d'écoute.

Même si on le voulait, Zemmour est donc un auteur qu'on ne peut prendre au sérieux, pas plus qu'il ne le peut lui-même, sans doute, lorsqu'il se relit. Bien que *Le suicide français* soit un pamphlet corrosif et violent, il s'agit manifestement d'une bouffonnerie parmi d'autres pour un auteur qui cherche le scandale en mêlant des propos farfelus à ses tirades puérilement provocatrices : « La rencontre entre l'homosexualité et le capitalisme est le non-dit des années 1970 » ; « le bobo renie toute l'histoire de la République » ; « l'Ivy League n'était plus qu'une pouponnière pour riches héritiers ». L'ouvrage fourmille de ces énoncés saugrenus, qui se présentent parfois sous les dehors de théories sociologiques : selon Zemmour, la pilule et le droit à l'avortement ont rendu la France moins populeuse que l'Allemagne (comme si les Allemandes ne connaissaient ni l'une ni l'autre…) (139) ; la jeunesse des « petits Blancs » qui votent Front national serait sexuellement désavantagée, car « elle a du mal à séduire les filles qui lui préfèrent le bagout de la jeunesse des écoles, ou même la virilité ostentatoire des "racailles" de banlieue » (500) ; en amplifiant « la vulgate idéologique soixante-huitarde » (218), l'invention de l'ordinateur et d'Internet a rompu avec la tradition française : « L'informatique encourage une décentralisation, une dispersion du pouvoir de décision contraire à notre tradition » (219), d'où l'on doit conclure que la France, pour être fidèle à elle-même, devrait renoncer sur-le-champ à Internet.

D'innombrables passages cherchent de même à provoquer avec des hâbleries de bistrot. Zemmour louange ainsi les années 1970 où les hommes pouvaient peloter les femmes impunément : « Quand le jeune chauffeur de bus glisse une main concupiscente sur un charmant fessier féminin, la jeune femme ne porte pas plainte pour harcèlement sexuel. La confiance règne » (96). Mais si les femmes cherchent à profiter d'une certaine liberté sexuelle, cela est condamnable, car elles contreviennent alors aux valeurs familiales : « La fameuse "libération de la femme" des années 1960 a dénoué les liens entre les couples ; les hommes ne "tiennent" plus, ne possèdent plus leurs femmes ; celles-ci […] les trompent avec n'importe quoi, les quittent pour n'importe qui » (133). Quelques années plus tard, s'attriste Zemmour, la statue du « mâle blanc hétérosexuel » sera déboulonnée, entraînant dans sa chute l'effondrement de la société : « Bientôt, des armées de Lilliputiens – féministes, militants gays, et combattants de la décolonisation – abattront sa statue pour danser au milieu des ruines » (135).

Face à cet amas d'élucubrations, le lecteur intelligent pourrait se demander s'il ne vaudrait pas mieux interrompre l'analyse d'un ouvrage manifestement voué au néant. Hélas, la valeur (inexistante) du discours ici tenu ne constitue pas le seul objet de notre investigation : il nous faut encore examiner le contenu des thèses catastrophistes qu'il propage, thèses dangereuses, comme nous le verrons, puisqu'elles ont pour but d'exciter des passions malsaines en soulevant le spectre d'une guerre de religions qui plongera la France dans une guerre civile (vous avez bien lu)[5].

L'idée générale de l'auteur est la suivante : la France, autrefois nation puissante et admirée par le monde entier, s'est effondrée – suicidée – au cours des quatre dernières décennies en adoptant les « nouvelles valeurs » issues de Mai 68. Dans le but de prouver cette thèse d'emblée invraisemblable, l'auteur convoque, en quatre-vingts chapitres, des matériaux en tous genres tirés de l'anecdote nationale : intrigues politiques, faits divers, textes de chansons, séries télé, projets de loi, programmes de partis, etc. Les 527 pages de l'ouvrage proposent la description d'un suicide national qui se serait déroulé à petit feu entre le 9 novembre 1970, date de la mort du père de la Nation, le général de Gaulle, et le 1er décembre 2009, date de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, ratifié par les pays membres de l'Union européenne. Affligé par le « déclin », le « déclassement stratégique », la « perte de compétitivité » (9) qu'aurait subis le pays durant ces quarante années, *Le suicide français* est habité de bout en bout par la nostalgie d'une France impérialiste et conquérante, par la nostalgie de ce « temps glorieux où la France au 17e et au 18e siècles était surnommée "la Chine de l'Europe" » (49). Pour Zemmour, l'entrée de la France dans l'UE a été une catastrophe, car elle aurait entraîné la dissolution de sa souveraineté et de son ambition napoléonienne à orienter les destinées du continent : « Les élites françaises ont renoncé à dominer l'Europe, et le reste du continent refuse désormais toute hégémonie, même culturelle ou idéologique, de la "Grande Nation" défunte. Mais cette conjonction de refus entraîne le projet européen à sa perte. Comme si la mort de l'Europe française entraînait toute l'Europe dans sa chute » (519).

On voit tout de suite ce qui cloche avec la thèse de l'auteur : le déclassement national qui l'obsède ne s'est pas produit *après* Mai 68, il s'est produit *avant*. Le plus étrange, c'est que plusieurs passages du livre – les passages les moins insensés, ceux qui relatent des faits historiques – contredisent ouvertement sa thèse. Zemmour nous rappelle ainsi, à la page 217, que le déclin de la France s'est joué plutôt sous Louis XV : « Son déclin débuta en ce milieu du 18e siècle avec le traité de Paris de 1763 qui vit s'imposer au firmament la nouvelle puissance industrielle, à l'époque la seule : la Grande-Bretagne. Les trésors d'héroïsme militaire (Napoléon et 1914-1918) ne pourront rien faire face à la force économique de l'ennemi héréditaire. Seuls d'autres pays industriels comme l'Allemagne, et ensuite surtout les États-Unis, parviendront à contester puis abattre la suprématie britannique. » À la page 336, Zemmour ajoute ceci : « Toute l'histoire du 19e siècle après Waterloo peut se résumer à la lente érosion de l'hégémonie française, et son remplacement par son frère siamois germanique. La fin de Napoléon 1er sonna le glas de l'imperium français sur l'Europe ; mais ce fut la chute de son neveu qui transforma l'ancien prédateur français menaçant en une proie convoitée et craintive. » À la page 261, Zemmour précise également que « le 20e siècle et la défaite de 1940 sonnèrent le glas de la puissance française », ainsi que ceci, à la page 473 : « La France n'avait pas été invitée au partage du monde opéré à Yalta entre Russes, Américains et Britanniques. » À la page 507, on trouve enfin ce constat : « L'étoile de l'Angleterre s'était levée un siècle plus tôt, à la fin des guerres de Louis XIV, et celle de la France avait pâli à l'issue du traité de Paris de 1763, lorsque Louis XV abandonna le Canada et l'Inde. "Que perd la France ? demande Michelet. Rien, sinon le monde." Les guerres de la Révolution et de l'Empire furent l'ultime effort de la France – qui laissa le pays exsangue – pour reprendre son rang de maître de l'Europe. » D'autres passages montrent que des phénomènes récents ont contribué au recul français, mais sans qu'ils soient liés à Mai 68 : c'est le cas de la réunification des deux Allemagnes en 1989, événement que Zemmour décrit comme une « catastrophe géopolitique pour la France » (333) puisque celle-ci perdra son ascendant sur une Allemagne renforcée : « La supériorité allemande est telle que la France ne pourra plus échapper à sa vassalisation » (520) ; ou encore la mondialisation économique qui a permis aux capitaux étrangers d'acquérir des entreprises françaises du CAC 40, lesquelles « deviendront des proies pour les étrangers richement dotés, soit par leur capitalisme d'État […], soit par leurs fonds de pension à l'anglo-saxonne » (282).

Le suicide français est donc un livre qui implose de son propre fait, en contredisant à répétition la thèse centrale qui en détermine le format (les quatre-vingts chapitres consacrés à des anecdotes post-Mai 68). Il donne ainsi à voir non pas le suicide de la France, mais le suicide d'une prémisse erronée, en démontrant, dans des moments de lucidité intermittente, l'inanité de la thèse générale que l'auteur a cru bon d'exposer néanmoins, comme s'il était affligé d'une sorte de schizophrénie cognitive. Se décrivant comme un « gaullo-bonapartiste », Zemmour déplore que la France ait perdu « le culte de l'Empereur » (506) et ridiculise la médiocrité des politiques modernes, mais tout en étant forcé de reconnaître que Napoléon Bonaparte et le général de Gaulle ont échoué dans leur « intention impériale » (59) : le premier à Waterloo, et le second avec la perte de l'Algérie et l'échec d'une politique d'autonomie que l'histoire a désavouée. L'auteur aurait voulu que la France, en 2005, commémore le bicentenaire de la victoire de Napoléon à Austerlitz (504), mais ne réalise pas ce que cette commémoration aurait eu de ridicule. Aveuglé par sa volonté de ranimer la figure d'un homme fort à même de redresser la nation déchue, Zemmour ne voit pas que la célébration d'une victoire éphémère, peu après annulée par une défaite générale, aurait eu l'allure d'un rituel compensatoire, d'une tentative pathétique d'effacer le réel en se comportant comme si la défaite n'avait pas eu lieu ; à l'image de ce passage curieux où Zemmour parle du *renoncement* de la France alors que celle-ci n'avait d'autre choix que de se plier aux conditions du camp victorieux : « Sous la Restauration, la France vaincue par l'Europe coalisée contre Napoléon renonçait [*sic*] à ses rêves de domination continentale, et se soumettait à ses vainqueurs, regroupés sous la houlette de la puissance hégémonique de la première mondialisation qui s'annonçait : la Grande-Bretagne » (401). « La France semble depuis Waterloo condamnée à l'anachronisme » (401), écrit Zemmour. Dans le monde multipolaire, se lamente-t-il, « nous ne parvenons pas à […] trouver une place digne de notre passé » (51) ; mais c'est que cela n'est plus possible. Ce qui est anachronique, ce n'est pas la France : c'est la nostalgie de l'auteur pour une grandeur passée qui ne peut être reproduite dans le contexte actuel. Le reconnaître, c'est simplement faire preuve de réalisme, et non de défaitisme.

Qu'est-ce qui a pu pousser l'auteur, au-delà de toute cohérence, à faire de Mai 68 le tournant d'un déclin commencé trois siècles plus tôt et dont les causes les plus récentes – causes économiques et géopolitiques – sont liées à la conjoncture internationale plutôt qu'à une ribambelle

On voit tout de suite ce qui cloche avec la thèse de Zemmour : le déclassement national qui l'obsède ne s'est pas produit *après* Mai 68, il s'est produit *avant*.

d'anecdotes franco-françaises auxquelles il accorde une portée aussi douteuse que démesurée ? C'est que Zemmour, en étalant l'affliction que lui cause la perte de rayonnement de la France, est surtout animé par un projet idéologique et personnel : attaquer les mille et une cibles de ses détestations, qui comprennent, pêle-mêle, le féminisme, la mort du père, la Révolution française, la loi antitabac, le mouvement gay, les politiciens de gauche, les politiciens de droite qui ne sont pas assez à droite, SOS Racisme, la ville de Paris, le divorce, les États-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Europe, le cosmopolitisme, le néolibéralisme, les bobos, le rock and roll, les Restos du cœur, l'art contemporain, l'euro, la mondialisation et les immigrants, surtout les immigrants, plus précisément les immigrants d'origine musulmane qui ouvrent des boucheries halal et qui ont envahi toutes les banlieues de France, selon le constat hystérique de l'auteur : « L'islamisation des banlieues françaises est totale ou presque » (502).

Jouant sur les mêmes peurs xénophobes que Renaud Camus et Finkielkraut, Zemmour évoque ainsi un « gigantesque déménagement du monde » (527), expression qui sonne comme un synonyme du « grand remplacement ». Après Finkielkraut, il présente les musulmans de France comme un corps étranger au sein de la nation : « un campement africain » (145), « un peuple dans le peuple » (145), « deux civilisations sur un même territoire » (481). Selon Zemmour, les musulmans ne peuvent s'intégrer à la société française à cause du « refus irréductible de l'islam de se fondre dans le creuset français » (330). Citant l'imam Khomeyni, qui bien sûr parle pour tous les musulmans de la planète (« En islam, tout est politique »), Zemmour soutient que la « préconisation ultime » de la religion musulmane est de « contraindre la France à s'auto-détruire » (330), d'où le spectre d'une invasion démographique belliqueuse : « Dans de nombreuses cités françaises, Mohammed devint le premier prénom de l'état civil. Une suprématie qui sonnait comme une promesse de domination et de conquête » (372). En les comparant à « un iceberg banlieusard grandi dans la haine du roman national français, en voie de lente sécession » (503), Zemmour suggère que les banlieues islamisées conduiront à une désagrégation du territoire national. Ainsi, la France serait aujourd'hui le théâtre d'« une guerre de Religion en gestation » (525), laquelle replongera le pays dans l'époque des croisades ou de la guerre des Balkans : « Mai 68 a bazardé un héritage millénaire en 40 ans : ce dépouillement volontaire, ce suicide prémédité ramènent les orages que nous avions jadis détournés, grandes invasions et guerres de Religion » (526) ; « l'avenir de notre cher Hexagone se situe entre un vaste parc d'attractions touristiques et des forteresses islamiques, entre Disneyland et le Kosovo » (526).

Avec une mauvaise foi évidente, Zemmour prétend que la responsabilité de cette guerre civile imaginaire incombera à « l'idéologie de la mondialisation, antiraciste et multiculturaliste », qu'il associe fallacieusement aux ultranationalismes et fascismes du passé : cette idéologie, affirme-t-il, « sera au 21e siècle ce que le nationalisme fut au 19e siècle et le totalitarisme au 20e siècle, un progressisme messianique fauteur de guerres ; on aura transféré la guerre

La Fondation Sylvie et Simon Blais est fière d'annoncer que le lauréat de la 9e édition du prix Sylvie et Simon Blais pour la relève en arts visuels est **Jean-Michel Leclerc.**

Ce prix remis annuellement a pour but de faire connaître et promouvoir le travail d'un ou d'une artiste de la relève en offrant à un finissant ou une finissante d'un programme de maîtrise en arts visuels d'une université québécoise une bourse de 2 000 $ ainsi qu'une exposition individuelle au mois d'août à la Galerie Simon Blais accompagnée d'un opuscule.

Le prix est attribué par voie de concours pour lequel un nouveau jury est formé chaque année.

Sans titre (Canon), 2016, papier mâché, carton, gouache, bois, découpes et débris divers, 37 x 94 x 28 cm
© Jean-Michel Leclerc
Crédit photo : Carolyne Scenna

JEAN-MICHEL LECLERC
Série d'œuvres et de travaux récents

12 août – 2 septembre

FSSB
FONDATION SYLVIE ET SIMON BLAIS
fssb.ca

entre nations à la guerre à l'intérieur des nations. Ce sera l'alliance du "doux commerce" et de la guerre civile » (527). Dans l'éventualité peu probable où se réaliserait ce scénario, ce qu'il faudrait blâmer, ce serait plutôt le discours dont Zemmour se fait le porte-voix, la rhétorique belliqueuse qui l'amène à écrire, par exemple, au sujet de la France et de sa minorité musulmane : « Nous cédons devant l'ennemi intérieur que nous laissons prospérer » (526). *Le suicide français* prétend faire le portrait d'une guerre civile en gestation ; en réalité, il cherche à attiser des haines raciales dans le but de *provoquer* non pas une guerre civile (les musulmans étant trop peu nombreux pour cela), mais la persécution d'une minorité par une majorité, suivant le procédé connu de la prophétie autoréalisatrice. Derrière sa rhétorique victimaire où la majorité nationale serait elle-même persécutée par ses minorités, *Le suicide français* constitue un appel à peine voilé à l'évacuation de France des musulmans, cet « ennemi intérieur » qui menace l'identité de la nation et l'intégrité de son territoire[6].

Pour faire passer ce discours xénophobe, dont je ne vois pas, en toute honnêteté, la différence par rapport au discours antisémite tel qu'on l'a vu naître à la fin du 19e siècle et prospérer jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale (on cible un groupe minoritaire, on le qualifie d'ennemi intérieur et on invite la nation à se tourner contre lui), Zemmour utilise la stratégie de défense qui consiste à associer toute critique qu'on pourrait lui faire à de la rectitude politique. Sous prétexte qu'il serait un pourfendeur de la bien-pensance et du politiquement correct, il s'autorise à franchir le pas de la littérature haineuse. Ses critiques incessantes contre les mouvements antiracistes – une « redoutable Inquisition » (68) – ou contre la loi Pleven visant à lutter contre les discriminations cherchent ainsi à faire sauter le verrou d'une censure normale pour qu'une haine des musulmans puisse s'exprimer sans complexe. Dans la même optique, l'auteur se complaît dans des attaques échevelées contre l'antiracisme, qu'il accuse d'avoir « sapé les fondements de la nation française » (249) et de mener à une « babélisation généralisée » (75), à « la dissolution programmée de la nation française dans un magma planétaire » (67). Au lieu de répondre à des situations réelles d'exclusion et de discrimination, l'antiracisme serait le fruit d'une « obsession racialiste » (426) (on retrouve ici l'argument de Finkielkraut), d'une « xénophilie militante et exaltée » (189) (encore Finkielkraut), de la « machine culturelle et médiatique de propagande antiraciste » (297). Pour Zemmour, une attitude d'ouverture entraînerait de facto l'effacement de soi : « l'amour de l'autre » serait ainsi, en France, « poussé jusqu'à la haine de soi » (15) (Finkielkraut, toujours). Pour Zemmour, l'homogénéité identitaire de la France doit être maintenue coûte que coûte par un modèle d'assimilation strict qui exigerait des musulmans qu'ils renoncent à des « prénoms identitaires » (369) pour ne prendre que des prénoms issus du calendrier chrétien : « Cela aurait permis à ces musulmans, par une contrainte salutaire, de s'arracher à l'emprise d'une identité fondée sur la tradition religieuse » (373). Pour Zemmour, les modèles d'intégration plus souples sont un « compromis ambigu et fumeux » (213). Tout ce qui, de près ou de loin, pourrait bénéficier à des citoyens d'origine musulmane est condamnable : la politique de regroupement familial à l'intention des travailleurs maghrébins recrutés dans les usines de France ; la création des Restos du cœur, dont les immigrants seraient devenus des « habitués » (274) ; le mouvement des sans-papiers ; les analyses des sociologues, qui ne feraient que légitimer la violence des banlieues (encore et toujours Finkielkraut) : « Les bandes de trafiquants, de voleurs et de violeurs seront sanctifiées, victimes éternelles d'un ordre néocolonial et raciste » (123).

En décrétant la mort de la nation française – « La France se meurt, la France est morte » (527) – et en n'envisageant d'autre horizon que celui d'une guerre civile entre les Français et les citoyens d'origine musulmane, *Le suicide français* est le manifeste d'une extrême droite suicidaire et fanatique, le soliloque incohérent et bavard d'un mythomane qui prend ses insanités pour des hardiesses, ses provocations pour de l'intelligence. Culte du militaire tout-puissant, angoisse de castration du mâle blanc hétérosexuel, fantasme d'une pureté identitaire à protéger, haine de l'autre impur, sentiment de vulnérabilité individuelle projeté à l'échelle de la société : tous ces éléments du délire zemmourien dessinent les contours d'une sensibilité paranoïaque. La vérité principale qui émane de ce livre est involontaire : *Le suicide français* nous donne à voir la forme que peut prendre le discours d'un fou cherchant à faire basculer tout un pays dans son délire de déchéance grandiose. ■

La deuxième partie de ce texte sera publiée dans le prochain numéro de l'Inconvénient.

1. Renaud Camus, *Le grand remplacement*, David Reinharc, 2011. Au début de 2014, Camus publie un ouvrage dont le titre – *France : suicide d'une nation* – préfigure celui de Zemmour (*Le suicide français*).
2. « Quel est le poids de l'islam en France ? », *Le Monde*, 6 juillet 2016.
3. « La population musulmane largement surestimée en France », *Le Figaro*, 14 décembre 2016.
4. « Quel est le poids de l'islam en France ? », *op.cit.*
5. Il est d'ailleurs un peu étrange que la critique française, au moment de la parution du livre, se soit d'abord arrêtée aux pages qui reviennent sur le régime de Vichy plutôt que sur ces scénarios de guerre civile.
6. Dans une entrevue accordée au journal italien *Corriere della Sera* en octobre 2014, Zemmour a évoqué cette déportation en la comparant à l'expulsion des pieds-noirs d'Afrique du Nord.